

Page 5: À PROPOS DE VOUS

Q1 TOGO

Répondant (pays ou territoire douanier)

Q2

À propos de vous

Nom AMENKEY K.

Poste Responsable Suivi-évaluation et

Communication/SMOCIR

Ministère Commerce, industrie et consommation locale

Adresse électronique jules.amenkey@gmail.com

N° de téléphone +228 90 90 71 17

Page 7: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE (LES PRIORITÉS DE VOTRE GOUVERNEMENT EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE)

Q3 Oui

Votre stratégie, politique ou plan national(e) de développement comporte-til (elle) des priorités commerciales (c'està-dire des priorités en matière d'Aide pour le commerce)?

Page 8: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q4

Dans l'affirmative, veuillez indiquer vos priorités en matière d'Aide pour le commerce: les domaines prioritaires les plus courants groupés par grandes catégories d'Aide pour le commerce sont indiqués ci-après. Veuillez classer les domaines prioritaires par ordre d'importance (1 étant le plus important).

Renforcement de la capacité de production	1
Connexion aux chaînes de valeur	2
Commerce électronique	5
Croissance et développement des MPME	4
Intégration régionale	3
Renseignements complémentaires et liens vers les stratégies, politiques ou plans dans lesquels vos priorités en matière d'Aide pour le commerce sont incluses.	https://www.republiquetogolaise. com/pnd

Page 9: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q5

Vos priorités en matière d'Aide pour le commerce ont-elles changé depuis 2019?

Oui,

Renseignements complémentaires: veuillez indiquer les domaines prioritaires qui sont nouveaux parmi ceux que vous avez sélectionnés et donner des renseignements complémentaires. (Veuillez fournir des liens le cas échéant.) "Un Togo en paix, une nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable": telle est la

nouvelle orientation stratégique nationale du Togo traduite dans une Feuille de route gouvernementale 2020-2025, déclinée en 3 axes stratégiques et couvrant les principaux défis du pays. Il s'agit de: axe stratégique 1: renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et garantir la paix; axe stratégique 2: dynamiser la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie; axe stratégique 3: moderniser le pays et renforcer ses structures. La Feuille de route gouvernementale 2020-2025 s'appuie sur le Plan national de développement 2018-2022. Ainsi, les nouvelles priorités entre autres se présentent comme suit:

1. Renforcement des capacités de production: le Togo regorge d'un potentiel énorme en termes d'offres de produits agricoles et développe davantage de nouvelles filières à fort potentiel de croissance, dans les secteurs tant agroalimentaire (soja, anacarde, karité, ananas, manioc, fruits et légumes, etc.) que manufacturier et de l'extraction (phosphates, clinker, etc.) au-delà des filières traditionnelles d'exportation (café, cacao, coton, etc.).

Pour développer son potentiel d'offre, le Togo travaille avec l'appui des principaux partenaires techniques et financiers à lever les obstacles qui minent encore le développement desdites filières afin de renforcer la compétitivité des produits locaux bruts et surtout transformés sur les marchés régionaux et internationaux pour considérablement améliorer le solde de la balance commerciale. (Axe stratégique 2 du Plan national de développement: développer des pôles de transformation agricole, manufacturiers et d'extraction). 2. Connexion aux chaînes de valeur: le Togo est convaincu que son essor économique passe par la libéralisation des échanges en faisant de l'agriculture, de l'industrie et du commerce,

entre autres, de véritables moteurs de croissance à travers une meilleure connexion aux chaînes de valeur régionales et globales. Cela passe par la création de véritables industries extractives et transformatrices de matières premières locales brutes pour répondre à la nécessité de promouvoir une consommation locale saine et satisfaire aux besoins de la diversification des exportations des produits transformés. Les agropoles de Lomé et de Kara, ou encore la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) constituent des exemples concrets. 3. Intégration régionale: le Togo ambitionne de devenir un pôle logistique d'excellence et un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région (axe stratégique 1 du Plan national de développement), fort de son positionnement stratégique et dans la desserte des pays sans littoral à partir du Port autonome de Lomé. Par ailleurs, la ZLECAf entrée en vigueur le 1er janvier 2021 constitue un

instrument favorable pour cette ambition et une opportunité d'intégration continentale pour laquelle le Togo n'entend pas rester en marge. 4. Croissance et développement des MPME: le secteur privé et la société civile constituent de véritables acteurs du développement socio-économique des pays les moins avancés. Au Togo, la contribution des micros, petites et moyennes entreprises grâce aux hommes, aux femmes et aux jeunes dans les milieux ruraux et urbains au développement et à la croissance est considérable et ce domaine nécessite davantage de soutien. C'est un domaine prioritaire en matière d'Aide pour le commerce au Togo et le Plan national de développement vise, à juste titre, à "transformer structurellement l'économie, pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents et induisant l'amélioration du bien-être social". 5. Commerce électronique: la Feuille de route gouvernementale 2020-2025 a pour ambition de faire du Togo une référence régionale dans le digital et de renforcer l'attractivité du pays auprès des investisseurs. Ainsi, le pays poursuit les réformes dans la digitalisation des principaux services publics, l'opérationnalisation des lois et textes d'application sur la société de l'information et les transactions électroniques, la mise en place d'une infrastructure stratégique d'hébergement de données sensibles, entre autres. Fort des recommandations de l'évaluation rapide de la CNUCED sur sa préparation au commerce électronique, le Togo vient d'élaborer un Plan stratégique national pour le développement du commerce électronique sur la période 2022-2026 et un Projet de renforcement des capacités pour le développement du commerce électronique au Togo (PRoCET). Un soutien multilatéral à la mise en œuvre réussie de ce plan et du PRoCET ainsi que des actions parallèles en cours serait, non seulement à l'actif de l'Aide pour le commerce, mais aussi salutaire pour le Togo ainsi que pour les milliers de jeunes entreprises et entrepreneurs du commerce électronique dans différents domaines d'activités de biens et services.

Q6

Dans l'affirmative, veuillez indiquer, dans la liste ci-dessous, les principales causes des changements intervenus dans vos priorités en matière d'Aide pour le commerce. (Vous pouvez choisir jusqu'à cinq réponses parmi les causes citées ci-dessous.)

Diversification économique,

Développement du commerce électronique (et transformation numérique)

Objectifs en matière d'industrialisation, Nouvelle stratégie ou politique nationale ou nouveau plan national de développement,

Objectifs de croissance et de développement des MPME

Page 11: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q7

L'Aide pour le commerce est-elle devenue plus ou moins importante pour votre gouvernement depuis 2019?

Plus,

Renseignements complémentaires sur les raisons pour lesquelles l'Aide pour le commerce a pu devenir plus importante ou moins importante ou est restée tout aussi importante pour votre gouvernement que par le passé:

Le commerce est transversal et touche presque tous les secteurs d'activités. Cependant, son financement n'a souvent pas été une priorité dans les orientations stratégiques de développement. Au regard des nombreux enjeux et défis soulevés par l'Étude diagnostique révisée sur l'intégration du commerce au Togo en 2017, il est plus qu'impérieux que le financement du commerce soit inscrit au rang des priorités en matière d'Aide pour le commerce. Avec l'appui des partenaires, certes des ressources sont mobilisées pour financer le développement ces dernières années à travers le commerce, mais nombre de besoins et priorités ne sont toujours pas couverts. Il faudra davantage pérenniser les acquis avec des programmes spécifiques de soutien et de durabilité, mobiliser davantage de ressources nécessaires et suffisantes, grâce au commerce, pour financer son développement au Togo. Par conséquent, l'Aide pour le commerce est toujours une priorité pour le pays.

Q8

Ces changements ont-ils été pris en compte dans votre dialogue avec les partenaires de développement?

Oui.

Renseignements complémentaires sur la manière dont les changements dans vos priorités en matière d'Aide pour le commerce ont pu être pris en compte dans votre dialogue avec les partenaires de développement:

- Dans le processus d'élaboration très inclusif et participatif du Plan national de développement (2018-2022) et dans les séminaires et colloques de haut niveau d'appropriation de la nouvelle Feuille de route gouvernementale (2020-2025) par les partenaires techniques et financiers et le secteur privé.
- Au cours des rencontres bilatérales et multilatérales entre État et donateurs.
- Au cours des différentes missions officielles du Togo à l'extérieur

Q9

Avez-vous une stratégie, une politique ou un plan national(e) spécifique pour la reprise économique après la pandémie de COVID-19?

Oui,

Renseignements complémentaires sur la stratégie, la politique ou le plan national(e) spécifique pour la reprise économique après la pandémie de COVID-19. (Veuillez fournir des liens, le cas échéant.)

- Avec l'appui des Nations Unies, un programme-cadre de relèvement et de résilience socio-économique est élaboré pour le Togo sur 2020-2021 dans le but de contribuer à amortir les chocs multidimensionnels de la COVID-19 au Togo. Ce document nécessite une mise à jour.
- Le Conseil national du patronat du Togo (CNP-TOGO) a réalisé une étude nationale sur l'impact de l'état d'urgence sanitaire sur les entreprises formelles. Ci-après le lien de cette étude: https://www.cnp-togo.org/index.php/2021/12/28/impact-de-letat-durgence- sanitaire-sur-les-entreprises-formelles-du-togo-le-cnp-togo- presente-les-resultats-de-son-etude/

Q10

Dans l'affirmative, veuillez indiquer, dans la liste ci-après, les domaines qui sont couverts par votre stratégie, politique ou plan pour la reprise économique après la pandémie de COVID-19. (Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

Secteur agricole, production alimentaire et soutien à la chaîne d'approvisionnement

Renforcement de la capacité de production,

Connectivité numérique et transformation,

Commerce électronique,

Croissance écologiquement durable (ou verte), y compris une économie circulaire

Création d'emplois,

Soutien au secteur industriel,

Soutien aux MPME,

Objectifs de réduction de la pauvreté, État de préparation, reprise et résilience,

Soutien au secteur des services (par exemple, tourisme),

Commerce des produits de santé (équipements de protection individuelle, vaccins, etc.),

Facilitation des échanges,

Financement du commerce,

Modernisation de la politique commerciale,

Autonomisation économique des femmes et égalité des genres

Autonomisation économique des jeunes

Page 13: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q11

Veuillez indiquer des noms, titres, références ou liens vers des documents d'orientation en rapport avec l'Aide pour le commerce dans votre pays.

- 1. Étude diagnostique sur l'intégration du commerce et son plan d'action opérationnel (EDIC, 2017-2022)
- 2. Plan national de développement (PND, 2018-2022)
- 3. Stratégie nationale d'utilisation de l'AGOA (2018)
- 4. Feuille de route gouvernementale (2020-2025)
- 5. Stratégie nationale de promotion des exportations sur le marché de la ZLECAf
- 6. Plan stratégique national pour le développement du commerce électronique (2022-2026)
- 7. Projet de renforcement des capacités pour le développement du commerce électronique au Togo (PRoCET, 2022-2026).
- 8. Document conjoint de programmation/Coopération européenne au Togo (2021-2027)

Page 15: SECTION 2: DÉVELOPPEMENT ET COMMERCE DURABLES

Q12

La dimension environnementale du développement durable est-elle prise en compte dans vos documents d'orientation, plans ou stratégies nationaux?

Oui,

Renseignements complémentaires sur la manière dont le développement durable est pris en compte dans vos documents d'orientation, plans ou stratégies nationaux. (Veuillez fournir des liens, le cas échéant.)

La Feuille de route gouvernementale (2020-2025) est un portefeuille de 42 projets et réformes prioritaires pour le gouvernement afin de supporter la nouvelle vision et les nouveaux axes stratégiques du pays. Parmi ces actions figurent, entre autres: une réforme de la législation environnementale, un programme de mobilité verte ou encore une réponse aux risques climatiques majeurs.

Page 16: SECTION 2: DÉVELOPPEMENT ET COMMERCE DURABLES

Q13

Dans l'affirmative, veuillez indiquer dans quels stratégies, politiques ou plans nationaux le développement durable est pris en compte. (Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

Stratégie, politique ou plan national(e) de développement,

Stratégie, politique ou plan national(e) de développement du commerce,

Stratégie, politique ou plan national(e) de croissance écologiquement durable

Stratégie, politique ou plan national(e) de reprise après la COVID-19

Page 17: SECTION 2: DÉVELOPPEMENT ET COMMERCE DURABLES

Q14

Votre stratégie, politique ou plan national(e) de développement vise-t-il (elle) explicitement l'un des objectifs environnementaux ci-après? (Vous pouvez cocher plusieurs cases.) Énergie propre et d'un coût abordable (ODD 7),

Production et consommation durables (ODD 12),

Lutte contre les changements climatiques (ODD 13),

Vie terrestre (ODD 15)

Q15

Votre stratégie, politique ou plan national(e) de développement durable comporte-t-il (elle) des objectifs commerciaux?

Oui,

Renseignements complémentaires sur les objectifs commerciaux figurant dans votre stratégie, politique ou plan national(e) de développement durable. (Veuillez fournir des liens, le cas échéant.)

- Objectif 1: créer un cadre attractif pour les investissements à la fois locaux et étrangers, notamment à travers la facilitation des démarches et l'adaptation des législations (part cible de l'industrie manufacturière dans le PIB: 5,5%). - Objectif 2: accompagner les industries manufacturières les plus prometteuses vers la croissance en créant un cadre propice au développement (part cible des exportations de produits industriels dans les exportations de biens: 40%). - Objectif 3: encourager et promouvoir les exportations du pays, notamment concernant les produits industriels (taux de transformation des produits agricoles: 30%).

Page 18: SECTION 2: DÉVELOPPEMENT ET COMMERCE DURABLES

Q16 Oui

Dans l'affirmative, ces objectifs commerciaux tiennent-ils compte de la dimension environnementale du développement durable?

Page 19: SECTION 2: DÉVELOPPEMENT ET COMMERCE DURABLES

Q17

Votre gouvernement dispose-t-il d'un comité national du développement durable (ou a-t-il établi une coordination ou un dialogue à ce sujet entre ministères et organismes) incluant le Ministère du commerce?

Oui,

Renseignements complémentaires sur la manière dont le Ministère du commerce est représenté au sein de votre comité national du développement durable.

Il existe un Comité national État-Donateurs présidé par le Premier Ministre sur les questions relatives au développement durable. Le Ministre du commerce fait partie du Comité et prend part activement aux différentes sessions.

- 13 -

Aide pour le commerce 2022 – Questionnaire pour les pays partenaires

Page 20: SECTION 2: DÉVELOPPEMENT ET COMMERCE DURABLES

Q18 Oui

Dans l'affirmative, ce comité national tient-il compte de la dimension environnementale du développement durable?

Page 21: SECTION 2: DÉVELOPPEMENT ET COMMERCE DURABLES

Q19

Veuillez identifier les secteurs économiques qui auraient le plus à gagner de la transition vers un développement durable en termes de diversification de l'économie et des exportations? (Vous pouvez cocher plusieurs cases.) Agriculture,

Pêche,

Sylviculture,

Activités extractives,

Industrie,

Services

Q20

Veuillez identifier les secteurs de l'économie de votre pays qui pourraient rencontrer les plus grandes difficultés dans le contexte de la transition vers un développement durable. (Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

Agriculture,

Activités extractives.

Industrie,

Services

Q21

À votre avis, quelles difficultés constituent les principaux obstacles à la transition vers un développement durable dans votre pays? (Vous pouvez cocher plusieurs cases.) Accès au financement, Climat des affaires,

Infrastructures existantes pour l'énergie et la production d'électricité,

Infrastructures de transport existantes,

Inégalités entre les genres,

Forte concentration de l'activité économique dans le secteur informel

Coûts élevés du commerce,

Manque de données pour soutenir la prise de décisions,

Capacité limitée de transformation des produits agricoles,

Diversification limitée de l'économie et des exportations,

Faible capacité de production dans le secteur manufacturier,

Faible productivité du secteur agricole,

Connectivité numérique lente, coûteuse ou insuffisante,

Absence d'environnement favorable à la technologie et à l'innovation

Absence de transfert de technologie (y compris de savoir-faire)

Q22

Veuillez indiquer les principales difficultés que l'Aide pour le commerce devrait permettre de surmonter pour soutenir la transition vers un développement durable dans votre pays? (Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

Accès au financement, Climat des affaires,

Impact économique de la pandémie de COVID-19, Infrastructures existantes pour l'énergie et la production d'électricité,

Infrastructures de transport existantes,

Inégalités entre les genres,

Forte concentration de l'activité économique dans le secteur informel

Coûts élevés du commerce,

Capacité limitée de transformation des produits agricoles,

Diversification limitée de l'économie et des exportations,

Faible capacité de production dans le secteur manufacturier,

Faible productivité du secteur agricole,

Connectivité numérique lente, coûteuse ou insuffisante,

Absence d'environnement favorable à la technologie et à l'innovation

,

Absence de transfert de technologie (y compris de savoir-faire)

Page 22: SECTION 2: DÉVELOPPEMENT ET COMMERCE DURABLES

Q23

Oui

Avez-vous une stratégie, une politique ou un plan en matière d'économie circulaire?

Page 23: SECTION 2: DÉVELOPPEMENT ET COMMERCE DURABLES

Q24

Dans l'affirmative, quels secteurs économiques sont couverts par la stratégie, la politique ou le plan en matière d'économie circulaire? (Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

Agriculture,

Pêche,

Industrie,

Services

- 16 -

Aide pour le commerce 2022 – Questionnaire pour les pays partenaires

Q25 Oui

Dans l'affirmative, la stratégie, la politique ou le plan en matière d'économie circulaire comporte-t-il (elle) des objectifs commerciaux?

Page 24: SECTION 2: DÉVELOPPEMENT ET COMMERCE DURABLES

Q26

Oui

La connectivité numérique est-elle une priorité dans vos stratégies, politiques ou plans nationaux de développement durable?

Q27

Oui

Avez-vous une stratégie, une politique ou un plan national(e) pour la connectivité numérique (y compris l'économique numérique, le commerce électronique, etc.)?

Q28

Dans quels secteurs la connectivité numérique pourrait-elle le mieux soutenir la transition vers un développement durable dans votre pays? (Vous pouvez cocher plusieurs cases.) Agriculture,

Industrie,

Services,

Autre (veuillez préciser),

Renseignements complémentaires sur les secteurs dans lesquels la connectivité numérique peut le mieux soutenir la transition vers un commerce durable et l'économie circulaire. (Veuillez indiquer les liens vers les sources utilisées.)

Agro-industrie

Q29

Veuillez indiquer les domaines dans lesquels la connectivité numérique serait la plus prometteuse pour la transition vers un développement durable dans votre pays? (Vous pouvez cocher plusieurs cases.) Contenus numériques, Fonction publique en ligne,

Commerce électronique,

Administration en ligne,

Soins de santé en ligne, Apprentissage en ligne

Logistique en ligne,

Systèmes de gestion de l'énergie domestique, innovation et technologie pour l'égalité des genres,

Navigation en temps réel,

Réseaux énergétiques intelligents, Formules de travail intelligentes, Téléprésence,

Systèmes d'information sur les transports

Q30

Y a-t-il un projet existant d'Aide pour le commerce en faveur de la connectivité numérique pour le développement durable et/ou la croissance écologiquement durable (ou l'économie circulaire) que vous aimeriez présenter comme exemple de meilleure pratique?

Oui,

Renseignements complémentaires sur les projets d'Aide pour le commerce en faveur de la connectivité numérique pour le développement durable, la croissance écologiquement durable ou l'économie circulaire que vous aimeriez présenter comme exemple de meilleure pratique. (Veuillez fournir des liens, le cas échéant.)

Il s'agit du nouveau Projet de renforcement des capacités pour le développement du commerce électronique au Togo (PRoCET, 2022-2026), dont le lancement est prévu pour dans les prochains mois. Ce projet est nourri par le diagnostic national de la situation du commerce électronique et des réformes en cours sur la digitalisation. Sa mise en œuvre va considérablement impacter l'infrastructure numérique et la connectivité globale du Togo pour un développement durable et une transition numérique certains.

Q31

Êtes-vous d'accord pour dire que la pandémie de COVID-19 a eu un rôle d'accélérateur dans la transition vers l'économie numérique dans votre pays? Oui

Q32

Dans quels domaines la pandémie de COVID-19 a-t-elle révélé des lacunes en matière de connectivité numérique au niveau national? (Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

Problèmes relatifs aux paiements numériques,

Infrastructure de réseau inadéquate, y compris en termes de capacité à large bande

Couverture Internet insuffisante ou inégale,

Accès insuffisant au financement du commerce.

Nécessité d'élaborer/d'actualiser la stratégie nationale de connectivité numérique

Accès insuffisant aux services Internet

Compétences numériques et maîtrise des TI insuffisantes,

Nécessité d'actualiser les règles relatives au commerce électronique,

Difficultés dans les domaines de la facilitation des échanges et de la logistique

Page 25: SECTION 2: DÉVELOPPEMENT ET COMMERCE DURABLES

Q33

À l'avenir, dans quels secteurs pensezvous qu'il faudrait cibler le soutien apporté à votre pays au titre de l'Aide pour le commerce de manière à promouvoir les objectifs de développement durable? (Vous pouvez cocher plusieurs cases.) Agriculture,

Pêche,

Activités extractives,

Industrie,

Services

Q34

À l'avenir, dans quelles catégories d'Aide pour le commerce pensez-vous qu'il faudrait concentrer le soutien afin de promouvoir la dimension environnementale du développement durable? (Vous pouvez cocher plusieurs cases.) Politique commerciale et gestion administrative,

Facilitation des échanges,

Accords commerciaux régionaux (ACR),

Négociations commerciales multilatérales,

Éducation/formation dans le domaine du commerce,

b) Développement du commerce (y compris promotion de l'investissement, analyse et appui institutionnel pour le commerce des services, services et institutions de soutien aux entreprises, constitution de réseaux public-privé, commerce électronique, financement du commerce, promotion du commerce, analyse et développement des marchés)

,

- d) Renforcement de la capacité de production,
- a) Politique et réglementation commerciales (y compris formation des fonctionnaires chargés des questions commerciales, analyse des propositions et des positions ainsi que de leur impact, aide aux parties prenantes nationales pour formuler les intérêts commerciaux et identifier les arbitrages, questions relatives aux différends, appui institutionnel et technique pour faciliter la mise en œuvre des accords commerciaux, l'adaptation aux règles et aux normes et le respect de celles-ci)

,

c) Infrastructure liée au commerce (y compris l'infrastructure matérielle)

,

Infrastructure de transport et de stockage,

Infrastructure de communication,

Infrastructure de production et de fourniture d'énergie,

Services fournis aux entreprises et autres services,

Services bancaires et financiers,

Renforcement de la capacité de production,

Agriculture,

Sylviculture,

Pêche,

Industrie,

- 21 -

Aide pour le commerce 2022 – Questionnaire pour les pays partenaires

Ressources minérales et activités extractives,

Voyages et tourisme,

e) Ajustement lié au commerce (y compris aide aux pays en développement pour mettre

en place des mesures d'accompagnement qui leur permettent de tirer parti de la libéralisation des échanges)

f) Autres besoins liés au commerce

Page 26: SECTION 2: DÉVELOPPEMENT ET COMMERCE DURABLES

Q35

Quels sont les principaux donateurs pour le financement au titre de l'Aide pour le commerce en faveur de la dimension environnementale du développement durable dans votre pays? (Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

Union européenne,

France,

Allemagne,

Japon,

États-Unis,

Turquie,

Banque africaine de développement (BAfD),

Cadre intégré renforcé (CIR),

Institutions de l'UE,

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO),

Fonds pour l'environnement mondial (FEM),

Fonds international de développement agricole (FIDA)

,

Fonds monétaire international (FMI),

Banque islamique de développement (BIsD),

Centre du commerce international (ITC),

Nouvelle banque de développement,

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD),

Banque mondiale,

Organisation mondiale du commerce (OMC)

Q36

Quels partenaires Sud-Sud sont les principales sources de financement au titre de l'Aide pour le commerce en faveur de la dimension environnementale du développement durable? (Vous pouvez cocher plusieurs cases.) Chine,

Égypte,

Turquie,

Inde

Q37

Avez-vous reçu un financement au titre de l'Aide pour le commerce dans le cadre de projets de coopération triangulaire? Oui

Q38

Le répondant n'a pas répondu à cette question

Y a-t-il un programme ou un projet d'Aide pour le commerce en faveur du commerce et du développement durables, de la croissance verte ou de l'économie circulaire que vous aimeriez présenter comme exemple de meilleure pratique?

Page 27: SECTION 2: DÉVELOPPEMENT ET COMMERCE DURABLES

Q39 Oui

Mettez-vous en œuvre des politiques qui traitent de la dimension environnementale du développement durable et qui font également progresser l'égalité des genres et/ou l'autonomisation économique des femmes?

Q40 Oui

Mettez-vous en œuvre des projets d'Aide pour le commerce qui visent à la fois l'autonomisation économique des femmes et un développement écologiquement durable?

Q41

Souhaitez-vous communiquer d'autres renseignements? (Par exemple, indiquer où le soutien est nécessaire pour le commerce ou le développement durable.)

Le Togo dispose d'une Politique nationale d'équité et d'égalité de genre et son plan d'action national depuis 2011.

La mise à jour dudit document se veut conforme aux nouvelles orientations en matière de genre, et une référence clé pour les actions futures de développement. Il disposera à ce titre d'outils performants qui apporteront des réponses concrètes aux défis de la promotion du genre et permettront au Togo de promouvoir l'autonomisation de la femme et d'accroître sa participation à tous les niveaux de développement, conformément aux objectifs contenus dans le PND, notamment dans son axe 3.

Par ailleurs, avec le Programme Décentralisation et gouvernance locale (ProDeGoL), le Togo apporte un appui à la promotion d'une participation des femmes et des jeunes dans la gestion des affaires publiques locales

Page 29: SECTION 3: POLITIQUES NATIONALES EN FAVEUR DE L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Q42 Oui

L'autonomisation économique des femmes est-elle un objectif de l'un ou l'une de vos stratégies, politiques ou plans nationaux?

- 25 -

Aide pour le commerce 2022 – Questionnaire pour les pays partenaires

Page 30: SECTION 3: POLITIQUES NATIONALES EN FAVEUR DE L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Q43

Dans l'affirmative, veuillez indiquer la stratégie, la politique ou le plan qui prend en compte l'autonomisation économique des femmes. (Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

Stratégie, politique ou plan national(e) de développement,

Stratégie, politique ou plan national(e) d'exportation,

Stratégie, politique ou plan national(e) en matière d'égalité des genres,

Stratégie, politique ou plan national(e) de développement du commerce,

Stratégie, politique ou plan en faveur de l'autonomisation économique des femmes

Stratégie, politique ou plan d'Aide pour le commerce.

Renseignements complémentaires sur les stratégies, politiques ou plans qui prennent en compte l'autonomisation économique des femmes. (Veuillez fournir des liens, le cas échéant.)

Dans le Plan national de développement (PND), plusieurs programmes prennent en compte l'autonomisation économique de la femme, notamment le Fond national de la finance inclusive (FNFI) et les plateformes multifonctionnelles, mais le PND vise par ailleurs à renforcer le dialogue public-privé pour mobiliser davantage de ressources afin de soutenir ces initiatives axées sur le genre et qui portent en elles-mêmes un mécanisme de suivi et d'évaluation avec des indicateurs spécifiques.

Q44

Les stratégies, politiques ou plans que vous avez identifié(e)s veillent-ils (elles) à garantir la non-discrimination en ce qui concerne les conditions d'emploi ou de travail (y compris en prévoyant des formules de travail flexibles)?

Oui

Page 31: SECTION 3: POLITIQUES NATIONALES EN FAVEUR DE L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Q45

Est-ce que votre gouvernement recueille des données sur l'autonomisation économique des femmes en rapport avec le commerce et le développement?

Oui

Q46

À votre avis, quelles sont les contraintes en matière de commerce et de développement auxquelles les femmes sont confrontées dans votre pays? (Vous pouvez cocher plusieurs cases.) Difficultés d'accès aux services financiers,

Pratiques discriminatoires,

Obstacles au commerce importants,

Accès insuffisant aux services numériques,

Emploi informel,

Mauvais accès aux organismes professionnels (par exemple, chambres de commerce)

Emplois saisonniers,

Entreprises plus petites

- 28 -

Aide pour le commerce 2022 – Questionnaire pour les pays partenaires

Q47 Oui

L'Aide pour le commerce peut-elle jouer un rôle en vue de remédier à ces contraintes?

Page 32: SECTION 3: POLITIQUES NATIONALES EN FAVEUR DE L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Q48 Oui

Avez-vous demandé un soutien au titre de l'Aide pour le commerce pour financer des projets en faveur de l'autonomisation économique des femmes dans votre pays au cours de la période 2015-2020?

Page 33: SECTION 3: POLITIQUES NATIONALES EN FAVEUR DE L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Q49

Dans l'affirmative, veuillez fournir des renseignements complémentaires sur les donateurs, les partenaires Sud-Sud ou les partenaires de la coopération triangulaire qui ont soutenu vos programmes d'Aide pour le commerce en faveur de l'autonomisation économique des femmes.

Nombre de projets mis en œuvre au cours de la période 2015-2020 **PNUD, Cadre intégré renforcé (CIR), GIZ, etc.**

Durée en années (1, 2 ou plus de 3 ans)

Plus de 3 ans

Pourcentage de projets ayant pour seul/principal objectif l'autonomisation économique des femmes (veuillez inclure le symbole "%" dans votre réponse)

Pourcentage de projets ayant d'autres objectifs 70-80%

(veuillez préciser lesquels dans le champ ci-dessous et inclure le symbole "%" dans votre

réponse)

Renseignements complémentaires sur les donateurs, les partenaires Sud-Sud ou les partenaires de la coopération triangulaire qui ont soutenu vos programmes d'Aide pour le commerce en faveur de l'autonomisation économique des femmes. Vous pouvez préciser les autres objectifs des projets dont l'autonomisation économique des femmes n'étaient pas le seul/le principal objectif et donner des renseignements complémentaires sur les partenaires avec lesquels vous avez travaillé. (Veuillez fournir des liens, le cas échéant.)

CIR, PNUD, GIZ, etc.

30-40%

Page 34: SECTION 3: POLITIQUES NATIONALES EN FAVEUR DE L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Q50

Veuillez indiquer les domaines visés par vos projets d'Aide pour le commerce en faveur de l'autonomisation économique des femmes. (Vous pouvez cocher plusieurs cases.) Concevoir des programmes de formation,

Accroître l'accès aux infrastructures liées au commerce,

Initiatives de renforcement des capacités,

Accroître la participation des femmes dans les secteurs de services,

Faciliter l'accès aux technologies numériques et aux plates-formes de commerce électronique;

Faciliter l'accès au financement du commerce.

Faciliter l'accès aux renseignements liés au commerce,

Faciliter l'inclusion des commerçantes dans les chaînes de valeur mondiales (CVM)

Faciliter l'inclusion des commerçantes dans le commerce régional.

Initiatives de sensibilisation aux disparités entre les genres à l'attention des acteurs du commerce (par exemple, les fonctionnaires des douanes au sujet des questions de sécurité);

Soutenir l'entrepreneuriat féminin,

Aider les MPME détenues/dirigées par des femmes à exporter

Soutenir la représentation des femmes dans les politiques commerciales et la conception des initiatives relatives au commerce et à l'Aide pour le commerce

Q51

Des partenariats public-privé ont-ils été utilisés pour atteindre vos objectifs en matière d'Aide pour le commerce concernant l'autonomisation économique des femmes?

Oui

Q52

L'Aide pour le commerce contribue-t-elle à mobiliser des fonds en faveur de l'autonomisation économique des femmes?

Oui

Q53 Oui

Vos projets d'Aide pour le commerce impliquant l'autonomisation économique des femmes s'appuient-ils sur un cadre de suivi et d'évaluation/de résultats?

Q54 Oui

Le soutien que vous recevez au titre de l'Aide pour le commerce en faveur de l'autonomisation économique des femmes correspond-il à vos priorités et objectifs en matière de commerce?

Page 35: SECTION 3: POLITIQUES NATIONALES EN FAVEUR DE L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Q55 Oui

Les femmes rencontrent-elles des difficultés particulières pour accéder aux technologies numériques dans votre pays?

Coûts d'utilisation élevés,

Infrastructure électrique inadéquate, Infrastructure de réseau inadéquate,

Manque de connaissances des possibilités offertes par les technologiques numériques

Connectivité Internet limitée

Q56

Veuillez identifier les cinq principaux obstacles qui empêchent les femmes d'avoir accès aux technologies numériques dans votre pays. (Vous pouvez cocher jusqu'à cinq cases.)

Page 36: SECTION 3: POLITIQUES NATIONALES EN FAVEUR DE L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Q57

À l'avenir, sur quels secteurs liés au commerce pensez-vous que le soutien en faveur de l'autonomisation économique des femmes devrait être axé? (Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

Agriculture,

Pêche,

Industrie,

Services

Q58

À l'avenir, sur quelles catégories d'Aide pour le commerce pensez-vous que le soutien en faveur de l'autonomisation économique des femmes devrait être axé? (Vous pouvez cocher plusieurs case.) Politique commerciale et gestion administrative,

Éducation/formation dans le domaine du commerce,

b) Développement du commerce (y compris promotion de l'investissement, analyse et appui institutionnel pour le commerce des services, services et institutions de soutien aux entreprises, constitution de réseaux public-privé, commerce électronique, financement du commerce, promotion du commerce, analyse et développement des marchés)

d) Renforcement de la capacité de production,

a) Politique et réglementation commerciales (y compris formation des fonctionnaires chargés des questions commerciales, analyse des propositions et des positions ainsi que de leur impact, aide aux parties prenantes nationales pour formuler les intérêts commerciaux et identifier les arbitrages, questions relatives aux différends, appui institutionnel et technique pour faciliter la mise en œuvre des accords commerciaux, l'adaptation aux règles et aux normes et le respect de celles-ci)

,

c) Infrastructure liée au commerce (y compris l'infrastructure matérielle)

,

Infrastructure de transport et de stockage, Infrastructure de communication,

Infrastructure de production et de fourniture d'énergie,

Services fournis aux entreprises et autres services.

Services bancaires et financiers,

Renforcement de la capacité de production,

Agriculture,

Pêche,

Industrie,

Voyages et tourisme,

e) Ajustement lié au commerce (y compris aide aux pays en développement pour mettre en place des mesures d'accompagnement qui leur permettent de tirer parti de la libéralisation des échanges)

,

f) Autres besoins liés au commerce

- 34 -

Aide pour le commerce 2022 – Questionnaire pour les pays partenaires

Q59

Le répondant n'a pas répondu à cette question

Vous pouvez utiliser l'encadré ci-dessous pour indiquer de manière plus détaillée comment, selon vous, l'Aide pour le commerce peut faire progresser l'autonomisation économique des femmes.

Page 37: FIN DE L'ENQUÊTE

- 35 -

Aide pour le commerce 2022 – Questionnaire pour les pays partenaires

Q60

CONSULTATION (Autres ministères/organismes consultés pour préparer les réponses à ce questionnaire) :

Ministères chargés de la planification, de l'agriculture, de l'économie, de l'investissement et du tourisme, ainsi que la Chambre de commerce et d'industrie, le Patronat, l'Association des femmes chefs d'entreprises (AFCET), les organisations de la société civile (FONGTO, UONGTO, entre autres).